

surgelés d'outre-mer, et en particulier de la Grande-Bretagne, risquent fort de perdre ces marchés—peu à peu, sans doute, mais nous pouvons nous attendre à des réductions de la surface cultivée dans le domaine du maïs et des petits pois surgelés, ainsi qu'à des pertes dans d'autres domaines, comme les pommes de terre frites, les brocolis, et autres produits surgelés. Pourquoi allons-nous perdre ces marchés? Par suite, essentiellement, de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Que peuvent cultiver ces agriculteurs au lieu de ces produits? A vrai dire, ils n'ont pas grand choix. Ils peuvent cultiver le grain, la maïs, ou laisser la terre improductive. Expliquer ces choses-là aux cultivateurs n'est pas aisé! C'est très difficile. Je le sais, parce que j'ai essayé. Des autres régions du pays, on entend toujours clamer que les grains de provende doivent se vendre bon marché pour que les prix du bœuf, de la volaille et du porc demeurent bas. Toutefois, jamais dans notre pays le prix du grain n'a-t-il été si bas et le prix du bœuf si élevé. Pourquoi? Est-ce à cause du prix du maïs et d'autres grains de provende? Non, monsieur l'Orateur. J'ai toujours dit que la cause n'est nullement là. Elle n'est jamais là, quoi qu'en disent les économistes. Les raisons en sont simples. Premièrement pour accroître la production du bœuf, aux fins de l'élevage, il faut tenir à l'écart du marché les vaches et les taures. En réalité, des milliers d'animaux sont tenus à l'écart du marché dans le dessein de créer la rareté. Alors que la population augmente, la demande pour le bœuf se fait sentir.

D'autre part, les savants n'ont pas encore appris comment amener une vache à mettre bas cinq ou six veaux à la fois, ni comment hausser la production du bœuf au niveau de celle de la volaille, des porcs, etc. Il y aura toujours rareté de bœuf, peu importe ce qu'on nous dira.

Bien que la viande de porc ou la volaille soit meilleur marché, bon nombre des nôtres qui touchent des salaires ou des revenus élevés croient avoir le droit de manger des bifteks, des rosbifs, etc. Par conséquent, ils les achètent, monsieur l'Orateur, et même compte tenu du pouvoir d'achat d'aujourd'hui en comparaison d'il y a dix ans, ces morceaux de choix ne sont pas d'un coût disproportionné à leurs gains. Ils rapportent à la maison les bifteks et les rosbifs et laissent sur le comptoir le poulet, la dinde et le porc, même s'il sont dans bien des cas, aussi nourrissants et bien meilleur marché. Comme on n'achète pas ces produits, il s'en crée un excédent.

Si nous adoptons une telle attitude, ainsi que le gouvernement, le Canada n'a pas besoin d'industrie agricole. Nous pouvons vivre grâce aux denrées alimentaires produites dans l'esclavage, dans toutes les parties du monde, et ainsi conserver notre niveau de vie élevé aux dépens des pauvres. Mais alors, ne devrions-nous pas agir de même à l'égard de tout le reste, y compris les produits finis et ceux qui les fabriquent? Pourquoi ne pas simplement enlever les barrières et laisser les gens entrer ici en toute hâte, comme lorsqu'il s'agit des tomates et de bien d'autres produits? Les députés savent que ce serait absolument le chaos si nous nous prêtions à un tel régime. Mais, nous le faisons dans le commerce d'alimentation, aux dépens de quelques-uns, aux dépens non pas seulement des producteurs, mais aussi des consommateurs. Il faudrait modifier l'ensemble de notre politique concernant les importations et les exportations de façon que ceux qui en sont touchés aient leur mot à dire. Ils en ont plein le dos d'être des pions sur l'échiquier du gouvernement et des économistes et j'ajouterai même que depuis

mon élection à la Chambre, voilà bientôt dix ans, je n'ai jamais constaté qu'un économiste ait eu raison. Je pourrais en dire beaucoup plus sur le libre-échange et les libres-échangistes, mais je me bornerai, monsieur l'Orateur, à rappeler que ces derniers n'existent pas. Tout dépend de quel côté de la barrière on se trouve.

Je voudrais également aborder d'autres questions. La première a trait à la nouvelle loi sur l'assurance-chômage et à la controverse qui s'est engagée au sujet de son application. Tout bien pensé, je dirai en premier lieu que les responsables de cette loi ont fait et font toujours du bon travail compte tenu des circonstances. J'ai personnellement pris soin de nombreuses plaintes concernant des retards dans les paiements. J'ai eu plusieurs fois l'occasion de me rendre au bureau de l'assurance-chômage de Windsor pour voir comment il fonctionnait. Je suis convaincu que les fonctionnaires font du bon travail, compte tenu des circonstances. Les appels que nous recevons, ou du moins ceux que je reçois, puisque ma femme enregistre les appels à domicile pendant que je suis ici, ont considérablement diminué durant ces deux dernières semaines.

• (1550)

Ce qui me chiffonne de la part des critiques du plan, des media, des hommes politiques des autres partis et de certains membres de notre propre formation politique, c'est qu'ils passent toujours sous silence les aspects favorables du programme tels que l'augmentation des prestations hebdomadaires ou en cas de maladie, les prestations de grossesse ou celles qui sont accordées à ceux qui ont la malchance d'être blessés en se rendant à leur lieu de travail et qui ne sont pas couverts par leur propre régime d'assurance contre les accidents du travail, ainsi que plusieurs autres avantages qui touchent un grand nombre. Je suis certain qu'on finira par admettre que notre plan d'assurance est l'un des plus efficaces et des plus perfectionnés du monde. J'aimerais également que les critiques disent au public que le nombre de ceux qui ont subi des contre-temps ou des épreuves inutiles ne représente qu'un pourcentage négligeable par rapport aux milliers qui touchent des prestations d'assurance-chômage. Nos fonctionnaires des bureaux locaux ont travaillé dur et longtemps pour venir en aide à ces personnes qui, selon moi, ont tout de même la bonne fortune d'avoir droit à des prestations d'assurance-chômage en vertu d'un régime supérieur à tous ceux qui l'ont précédé.

Je veux mentionner certaines critiques qu'on a exprimées à propos de nos lois actuelles sur l'immigration et parler de ces inconnus à qui la presse attribue ces critiques. Les auteurs de ces articles semblent oublier un aspect important à mon avis. C'est que dans une démocratie, les députés ont encore leur mot à dire à propos des lois. Nous sommes au courant de ce qui se passe. Nous ne devrions pas être forcés d'adopter une loi, surtout pas en nous basant sur le rapport Sedgwick des conservateurs. Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais rien lu d'aussi fantaisiste sur l'immigration et sur les immigrants. J'ai été élevé dans un quartier plein d'immigrants de toute sorte, et dans ma famille, j'ai une belle-sœur finlandaise, une autre qui est hongroise, un beau-frère roumain, deux autres qui sont allemands, une belle-sœur huguenote, une autre écossaise, et j'ai épousé une Yougoslave d'origine allemande.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whelan:** Je crois être en mesure de rédiger un bien meilleur rapport que celui de M. Sedgwick, ou du moins